

INTRODUCTION

par Cécile Toutou

16 novembre 2013, Leeds

« Une bibliothèque qui était quasiment fermée à la suite des plans d'économie du conseil municipal avant d'être sauvée par les résidents a été officiellement rouverte.

La bibliothèque communautaire de Rawdon, à Leeds, doit désormais être gérée par des bénévoles après que le conseil municipal de Leeds a approuvé les projets d'une bibliothèque indépendante en 2012.

Il s'agissait de l'une des 20 bibliothèques municipales dont la fermeture avait été décidée par le conseil municipal. »¹

Entre 2010 et 2016, on estime que 343 bibliothèques ont fermé en Grande-Bretagne. Le personnel rémunéré est passé de 31 977 à 24 044, quand, par un effet de vase communicant, l'effectif des bénévoles a grimpé de 15 861 à 31 403.

L'objet de cet ouvrage collectif est de revenir sur l'histoire des fermetures des bibliothèques britanniques entre les années 2010 et 2016, d'en comprendre la chronologie et la logique, et de démêler ce qui relève de facteurs bibliothéconomiques (les équipements qui ont été fermés étaient-ils inadaptés ?), de ce qui dépend d'un contexte plus large (quelle politique des services publics de la culture permet de telles décisions ?).

Afin de permettre au lecteur français de saisir la nature des choix retenus et les réactions qu'ils ont provoquées dans la société britannique, nous avons sélectionné un ensemble de documents témoins de cette période. Ces documents, parus entre 2010 et 2016, sont de deux types :

- une sélection d'articles de la presse quotidienne britannique en ligne (*The Guardian*, *The Financial Times* et *BBC*, principalement). Ce matériau nativement numérique permet de disposer des traces que les internautes britanniques y ont déposées en temps réel (certains des articles sélectionnés ont fait l'objet de plusieurs centaines de commentaires²);

1. "New Rawdon Community Library set to open", 16 novembre 2013, *BBC*. [En ligne] < <https://www.bbc.com/news/uk-england-leeds-24970856> >.

2. < <https://www.theguardian.com/books/2018/jun/25/do-libraries-run-by-volunteers-check-out> >

- des textes législatifs ou gouvernementaux librement disponibles qui donnent accès aux débats tenus au sein de la Chambre³. Outre la traduction de ces documents, nous en proposons aussi une éditorialisation par le choix d'extraits et leur contextualisation, les liens hypertextes en note de l'analyse permettant d'accéder au texte intégral original.

C'est sans doute la première fois que le lecteur français aura accès à cette masse de documentation parcourant les années de crise depuis 2010 jusqu'à tout récemment.

Le travail de contextualisation a été confié à différents types de contributeurs. D'une part, des bibliothécaires français, veilleurs assidus de l'actualité des bibliothèques britanniques (Adèle Zwilling, Sylvie Decaux, Anne-Marie Vaillant, Frédéric Blin, Carine El Bekri-Dinoird, Cécile Toutou); d'autre part, des chercheurs. À cet égard, l'article d'Anne Goulding paru en 2013 au sujet de l'impact de la Big Society sur les bibliothèques britanniques nous semblait incontournable : nous en proposons la traduction intégrale même si certains points évoqués peuvent sembler aujourd'hui datés. Clémence Fourton, docteure en civilisation britannique contemporaine, avait soutenu sa thèse en 2018 à l'université de Poitiers, sur l'État social britannique entre 2008 et 2015 : il nous semblait particulièrement pertinent qu'elle puisse appliquer ses travaux au monde des bibliothèques sur lequel elle a porté son regard aigu de politiste.

Ce travail de synthèse porté par des voix françaises ne permettait pas d'entendre celle des parties prenantes sur place, même si les extraits de la presse britannique en étaient un premier écho. Nous avons ainsi choisi de contacter un certain nombre de personnalités associatives ou militantes britanniques qui ont accepté de répondre à nos questions et dont nous avons traduit les échanges. L'ouvrage permet aujourd'hui au lecteur français de percevoir le point de vue des professionnels sur place, des militants, des responsables associatifs, des auteurs et même de jeunes documentaristes. Ces témoignages, d'une grande force, révèlent l'âpreté des luttes et la détermination militante des professionnels britanniques qui, à défaut d'avoir toujours obtenu gain de cause, ont porté au débat public une vision de la lecture publique qui ne peut que nous interpeler, de ce côté-ci de la Manche.

Sur ces bases, l'ouvrage est construit en deux grandes parties. La première établit la chronologie des fermetures de bibliothèques, partie émergée d'un désengagement politique qui ne veut pas dire son nom. C'est dans cette partie que l'on pourra retrouver, outre la chronologie, le rappel des textes législatifs

3. Cet ensemble de documents a pu être enrichi par d'autres sources proposées par les six contributeurs de cet ouvrage.

qui gouvernent les services de bibliothèques au Royaume-Uni, ainsi que le débat sur les indicateurs de la performance d'une bibliothèque qui ont pu servir d'arguments à la justification de certaines fermetures. La seconde partie regroupe la présentation des formes de l'engagement en faveur des bibliothèques, alternant analyses et interviews.

Cette introduction nous permet de revenir brièvement sur les moments clés de cette crise récente. Entre 2010 et 2016, on est passé de 4290 bibliothèques gérées par des collectivités territoriales à 3765. Comment en est-on arrivé là? Adèle Zwilling, dans sa première contribution, établit la chronologie des faits. L'arrivée du gouvernement de coalition réunissant, sous le leadership de David Cameron, les partis conservateur et libéral-démocrate en 2010, a permis le déploiement du programme Big Society. Le besoin d'une société plus forte et plus responsable se fondait sur un diagnostic⁴ des problèmes de la Grande-Bretagne. Il s'agissait, plus globalement, de réparer la « société brisée » qu'était devenue la Grande-Bretagne, et David Cameron dans son discours à Gallowgate déclarera en 2008: «[...] notre mission est de réparer notre société brisée – de guérir les blessures de la pauvreté, de la criminalité, du désordre social et des privations qui font de ce pays un endroit sinistre et sans joie où vivre pour beaucoup trop de gens.»⁵ C'est donc sur le contexte d'un diagnostic de « société brisée » que Clémence Fourton et Anne Goulding reviennent dans la première partie de l'ouvrage: le gouvernement de coalition s'est employé à déployer son programme de Big Society qui repose sur l'idée d'une restructuration profonde de la relation entre l'État et la société, avec un important transfert de pouvoir et de responsabilité du premier vers la seconde. Le programme prévoyait d'allouer un rôle plus important aux entreprises sociales, aux organisations caritatives et aux organisations bénévoles dans la prestation de services telles que les bibliothèques. Il prévoyait également un transfert substantiel du contrôle aux citoyens ordinaires, qui se rassemblaient pour s'occuper de leurs propres communautés.

Comme l'explique David Lewis, professeur à la LES⁶:

En juillet 2010, David Cameron a présenté l'idée de la Big Society, avec ses trois composantes centrales: le bénévolat et la philanthropie,

4. Dan Bulley et Bal Sokhi-Bulley, "Big Society as Big Government: Cameron's Governmentality Agenda", *British Journal of Politics & International Relations*, 2014, vol. 16, n° 3, p. 452-470. [En ligne] < <https://doi.org/10.1111/j.1467-856X.2012.00547.x> >.

5. David Cameron, "Fixing our Broken Society", Discours à Gallowgate, Glasgow, 7 juillet 2008. [En ligne] < https://conservativehome.blogs.com/torydiary/files/fixing_our_broken_society.pdf >.

6. David Lewis, "There is no crisis of civic participation : the Big Society risks undermining the integrity of both state and civil Society", blog de la London School of Economics and Political Science. [En ligne] < <https://blogs.lse.ac.uk/politicsandpolicy/big-society-risks-undermining-state-and-civil-society/> >.

le localisme et l'autonomisation communautaire, et la réforme du secteur public. Il a mis l'accent sur « un changement culturel énorme » qui inclurait une « redistribution spectaculaire du pouvoir des élites », de sorte que les gens ne se tournent pas toujours vers le gouvernement pour trouver des solutions à leurs problèmes mais se sentent « suffisamment libres et puissants pour s'aider eux-mêmes et aider leurs propres communautés », avant de conclure : « Réduire les dépenses de l'État et du tiers secteur et simplement s'attendre à ce que les gens fassent les choses gratuitement n'est pas une stratégie viable. Pour que les coopératives et les mutuelles fonctionnent correctement, elles auront besoin d'un soutien financier et de formation à long terme. Le recours au bénévolat risque d'accentuer les inégalités. Pour que les citoyens puissent gérer les écoles et autres équipements, il faudra que les classes moyennes disposent du temps et des ressources nécessaires pour le faire, et les plus vulnérables de la société risquent d'y perdre. Une charge supplémentaire pèsera sur l'emploi non rémunéré des femmes pour qu'elles fournissent plus de "travail gratuit" dans leurs communautés locales. »

Anne Goulding revient sur ces considérations. Cette politique a pris le nom de « localisme », qui est une politique plus radicale que la simple décentralisation. Entre rigueur budgétaire rendue nécessaire par la crise de 2008 et souhait de confier aux communautés locales la gestion de certains services, le localisme se déploie sur plusieurs axes, l'idée étant que :

Le contexte de la gouvernance locale est [...] dominé par l'austérité et les compressions, mais il est censé être atténué par l'engagement de la coalition en faveur de la libéralisation et de la décentralisation en direction des communautés. Bien que les autorités locales et les autres organismes au niveau local n'aient pas autant d'argent, ils auront beaucoup plus de liberté pour innover dans la façon dont ils travaillent avec leurs communautés et les soutiennent⁷.

Dans le contexte des bibliothèques, cette orientation s'est traduite par le transfert de la gestion de nombreuses bibliothèques à des associations de bénévoles, comme l'explique Frédéric Blin dans sa contribution. Cependant, quelle est la pérennité des établissements transférés ? Si, dans certains

7. Vivien Lowndes et Lawrence Pratchett, "Local Governance under the Coalition Government: Austerity, Localism and the 'Big Society'", *Local Government Studies*, 2012, vol. 38, n° 1, p. 21-40. [En ligne] < https://www.researchgate.net/publication/233066966_Local_Governance_under_the_Coalition_Government_Austerity_Localism_and_the_'Big_Society' >.

quartiers aisés, des retraités experts arrivent à proposer des services satisfaisants, qu'en est-il dans les quartiers démunis où les habitants peinent à survivre au quotidien ? Le renforcement de la responsabilisation locale et la dérégulation peuvent-ils permettre une meilleure adaptation de l'offre aux besoins – locaux et spécifiques – des usagers ? Quel est le rôle vertueux des règles et de l'évaluation normalisée et centralisée ? On comprend que ces questions sont universelles et peuvent avoir un écho dans la pratique quotidienne des professionnels des bibliothèques en France ou ailleurs.

Face aux inégalités grandissantes provoquées par ces fermetures, citoyens, écrivains et professionnels se sont mobilisés : c'est tout l'objet des contributions de la seconde partie de l'ouvrage. Clémence Fourton expose la « grammaire » de ces mobilisations de défense des bibliothèques entre 2010 et 2015 qui emprunte autant aux mouvements anti-austérité qu'aux initiatives plus anciennes de promotion des bibliothèques. La question même de ce qu'est une bibliothèque est alors posée. La Grande-Bretagne bénéficie d'une loi sur les bibliothèques qui date de 1964. Anne-Marie Vaillant revient sur le contexte législatif et politique de cet encadrement. Le Public Libraries and Museums Act établit la nécessité d'une supervision par le secrétaire d'État qui a la possibilité de rappeler à l'ordre les autorités locales ne remplissant pas leurs obligations de fournir un service « complet et efficace »⁸, mais que signifient précisément ces deux adjectifs ? Cécile Touitou aborde les limites de cette définition très ouverte qui laisse le champ libre à toutes les interprétations. En arrière-plan se joue tout le discours sur les fermetures, à savoir : les réductions budgétaires ont-elles rendu le service des bibliothèques ni « complet » ni « efficace », et donc entraîné une baisse de la fréquentation, ou bien la baisse de la fréquentation des bibliothèques, due à leur obsolescence, a-t-elle justifié in fine leurs fermetures ?

Interrogé sur la question, Tim Coates insiste sur l'importance que revêtent pour lui la collection et les livres au cœur des missions des établissements. À trop vouloir diversifier leur offre, les bibliothécaires ont, selon lui, perdu leur âme et une partie de leur public. La nouvelle présidente de l'association professionnelle Libraries Connected, Isobel Hunter, pense quant à elle que les bibliothèques sont « capables d'aider et de soutenir les usagers à se former aux technologies en constante évolution, à comprendre et à démêler la masse d'informations qui leur arrive et à leur fournir un espace de réflexion et de détente ».

8. *“It shall be the duty of every library authority to provide a comprehensive and efficient library service for all persons desiring to make use thereof”* («Il incombe à chaque autorité de bibliothèque de fournir un service de bibliothèque complet et efficace à toutes les personnes qui souhaitent en faire usage»). Texte de la loi disponible en ligne : < <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/1964/75> >.

Ce débat est au centre des questions qui gouvernent l'avenir des bibliothèques. Des bibliothèques qui resteraient centrées sur l'offre d'une collection imprimée ont-elles un avenir au XXI^e siècle ? Est-il nécessaire de définir dans la loi ce que devrait être une bibliothèque et contraindre les tutelles à allouer les moyens nécessaires au respect de ces règles ?

Près de dix ans après le début de cette vague de fermeture, la Grande-Bretagne n'a pas su préserver l'égalité d'accès aux équipements de lecture publique. Cette crise historique renforce considérablement les écarts entre des populations nanties, vivant dans des quartiers urbains et relativement aisés, qui disposent de grands équipements modernes, et des populations éloignées des hyper-centres, vivant dans des conditions de vie difficiles, qui ne disposent plus d'établissements publics ni de professionnels leur permettant d'accéder librement au savoir et à la documentation imprimée et numérique. N'est-ce pas tout simplement la démocratie qui est ainsi fragilisée quand on ferme des bibliothèques ? Pour reprendre la terminologie employée par les tenants de la Big Society, n'est-on pas parvenu à une société encore plus « brisée » ? Ne plus garantir l'accès de tous au savoir encyclopédique constitue un précédent un Europe que les mobilisations citoyennes ont échoué à prévenir. Mais, comme l'explique Zadie Smith, il est « difficile de voir à quel point il est important d'avoir une bibliothèque de proximité. Mais il est toujours compliqué d'expliquer aux gens qui ont de l'argent ce que c'est que de n'avoir presque rien »⁹.

9. Amelia Hill, "Zadie Smith joins campaign to save her local library", *The Guardian*, 30 mars 2011. [En ligne] < <https://www.theguardian.com/books/2011/mar/30/zadie-smith-public-library-campaign> >.